

# CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA DIFFUSION DE DONNEES OUVERTES ET INTELLIGENTES EPCI ET COMMUNES

## Entre :

**Le Département des Hautes-Pyrénées**, dont le siège est situé 6 rue Gaston Manent – 65000 Tarbes, représenté par Monsieur Michel PÉLIEU, Président du Conseil Départemental, dûment habilité par délibération n° xxx du xxx,

Ci-après désignée « **LE DEPARTEMENT** »

*D'une part*

## Et

XXX (Le partenaire), dont le siège est situé..., représenté par XXX (« nom et qualité de son représentant »), dûment habilité à cet effet par délibération n° xxx du xxx,

Ci-après désigné « **le Partenaire** »,

*D'autre part*

## IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

- La mise à disposition des données numériques – Open Data – est devenu un élément majeur en terme d'évolution vers le numérique. Ce phénomène dépasse le simple aspect technique et se caractérise par un changement dans la relation entre le citoyen et les collectivités et s'inscrit de ce fait, dans une vraie mission de service public, de transparence et de lisibilité.
- La Loi pour une République numérique (LOI n° 2016-1321 du 7 octobre 2016) crée l'obligation pour les organisations publiques de publier sur internet leurs bases de données, sous réserve notamment d'anonymisation et de protection de la propriété intellectuelle et du secret des affaires.
- La loi prévoit désormais que les demandeurs peuvent solliciter, afin d'accéder à un document administratif, la publication en ligne de ce dernier (L311-1 et L311-9 du Code des relations entre le public et l'administration, CRPA). Cette diffusion publique doit être faite dans un standard ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé (L300-4 du CRPA)
- La réutilisation des données numériques par des tiers constitue un vecteur d'innovation et de création de valeur. Cette réutilisation est un droit qui s'exerce dans les conditions prévues au Titre II du Livre III du Code des relations entre le public et l'administration.
- L'ouverture d'un portail territorial mutualisé permet de lancer avec d'autres partenaires une dynamique pour nos territoires, d'expérimenter, d'échanger et de dialoguer avec eux. Elle a pour objectif de faciliter la réutilisation des données publiques en offrant le service le plus efficace pour les usagers. Elle permet de réaliser des économies d'échelle en incitant l'ensemble des partenaires à constituer et partager un patrimoine numérique commun. De plus, cette ouverture permet d'initier au sein des collectivités, une meilleure gestion de leur patrimoine numérique.
- **LE DEPARTEMENT** est engagé dans une démarche d'ouverture des données publiques. Cette démarche est avant tout au service de la transparence, de la valorisation de l'action publique, du développement économique et de la modernisation de l'action publique.
- **LE DEPARTEMENT** est engagé dans la démarche « Open Data Locale 2 » portée par l'association Open Data France. Le Département est identifié au niveau national en tant qu'Animateur Territorial des Données et souhaite accompagner l'ouverture des données au niveau du territoire en partenariat avec les acteurs du territoire en leur proposant un accès mutualisé à sa plateforme pour diffuser leurs propres données.
- **LE DEPARTEMENT** souhaite poursuivre la mise à disposition progressive de ses données ainsi que de celles de ses partenaires de façon universelle.
- **LE DEPARTEMENT** souhaite publier des jeux de données selon des standards définis au niveau national et territorial.
- Il est ainsi proposé de poursuivre cette dynamique au service du territoire départemental et des partenaires intéressés.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de formaliser les conditions de mise à disposition par le **DEPARTEMENT** de jeux de données du **PARTENAIRE** sur le portail qu'il administre.

### **ARTICLE 2 : ABSENCE D'EXCLUSIVITE**

La présente convention n'a pas pour effet de limiter ou de restreindre la capacité des parties à conclure des contrats avec toute autre personne offrant des services identiques.

### **ARTICLE 3 : DUREE ET PRISE D'EFFET**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, reconduite tacitement pour la même durée jusqu'à ce que l'une ou l'autre partie décide de mettre fin aux relations contractuels.

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT**

LE DEPARTEMENT s'engage à :

- Mettre à disposition du **Partenaire** son infrastructure départementale de données et ses services annexes, et lui apporter son savoir-faire et son expertise technique dans ce domaine de compétences ;
- Affecter les équipes nécessaires au bon fonctionnement du portail Open Data départemental ;
- Valoriser les données du **Partenaire** dans le cadre du programme « Open Data Locale 2 » et dans le cadre du partenariat avec la région Occitanie ;
- Fournir une offre de service gratuite et clé en main au **PARTENAIRE**, celle-ci comprenant :
  - o Un hébergement des données avec un accès sur une plateforme, conçue pour l'ouverture et le partage de celles-ci, ainsi que la mise à disposition d'outils permettant leur représentation graphique (solution Open Data Soft)
  - o Un accompagnement en présentiel ou à distance pour la mise en œuvre de l'offre de services dans le cadre d'une animation territoriale
  - o Une valorisation des données ouvertes sur le portail territorial
- Publier les données du Partenaire en mentionnant l'origine sous condition que les données transmises respectent les exigences sur la donnée ouverte émises par le **DEPARTEMENT** et détaillées à l'article 5 de la présente convention

## **ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE**

Le **Partenaire** s'engage, au moment de la signature de la présente convention, à désigner au sein de sa structure une ou plusieurs personnes (le nombre étant à déterminer en fonction de la structure), référent(s) entre le **Partenaire** et le **DEPARTEMENT**.

Le **Partenaire** s'engage à transférer au **DEPARTEMENT** tout ou partie de ses jeux de données pour leur diffusion sur le portail du **DEPARTEMENT**.

Le **Partenaire** s'engage à fournir des données interopérables produites selon les standards nationaux ou territoriaux pour le portail Open Data du Département.

Le **Partenaire** s'engage à utiliser les mêmes standards territoriaux que ceux utilisés par le **DEPARTEMENT**.

Le **Partenaire** s'engage à publier en priorité les données faisant parti du Socle Commun des Données Locale (SCDL) ainsi que les données qui ont été identifiées comme étant des standards territoriaux.

Dès lors qu'un nouveau standard est créé, que ce soit au niveau national ou bien au niveau territorial, le **Partenaire** s'engage à modifier la production des jeux de données à ouvrir en respectant ce nouveau standard.

- Le délai de mise en conformité des fichiers selon un nouveau standard est défini par décret pour les standards nationaux.
- Concernant les nouveaux standards territoriaux, le **Partenaire** dispose d'un délai de 1 an, à compter de la publication du nouveau standard, pour réaliser la mise en conformité.

Les mêmes délais de mise en conformité des données s'appliquent lors de l'évolution de standards déjà existants.

Le **Partenaire** s'engage à utiliser les mêmes licences de réutilisation que celles choisies par le **DEPARTEMENT** pour les données publiées sur le portail départemental.

Le **Partenaire** s'engage, à transmettre au Département des données sans caractère personnel ou anonymisées, fiables, intègres et mises à jour.

Le **Partenaire** s'engage à réaliser une mise à jour régulière qui pourra être choisie en fonction de la donnée. Trois fréquences de mise à jour sont possibles, une fréquence régulière à déterminer en fonction de l'usage, une fréquence réglementaire ou une fréquence de nécessité.

Le **Partenaire** s'engage à participer aux travaux et réflexions qui seront menés par le **DEPARTEMENT** sur la standardisation des données du territoire.

## **ARTICLE 6 : TRANSMISSION DES DONNEES**

Le **Partenaire** transfère des fichiers produits selon les standards utilisés par le **DEPARTEMENT** et s'engage à faire correspondre les métadonnées définies par les règlements en vigueur (pour les métadonnées des standards nationaux) ou par le **DEPARTEMENT** (pour les métadonnées des standards territoriaux).

## **ARTICLE 7 : UTILISATION DES DONNEES TRANSMISES**

**LE DEPARTEMENT** dispose des données transmises par le **Partenaire**, et peut les utiliser et les exploiter, au sein de la plateforme départementale de données, par tout moyen de son choix, à ses seuls frais, risques et profits.

Sur simple demande du **Partenaire** par courrier, ou par mail ([opendata@ha-py.fr](mailto:opendata@ha-py.fr)) envoyé au Chef de projet référent au **DEPARTEMENT**, ce dernier s'engage à retirer tout ou partie des jeux de données transmis par le **Partenaire**.

Une liste des jeux de données du **Partenaire** est disponible à tout moment sur la plateforme départementale de données.

Les jeux de données recueillis auprès du **Partenaire** sont répliqués de façon automatisée sur le portail Open Data de la région Occitanie : <https://data.laregion.fr>

## **ARTICLE 8 : MODALITES FINANCIERES**

La présente convention de partenariat est à titre gratuit, sans aucune contrepartie ni contribution financières des partenaires.

En outre, les frais engagés par **LE DEPARTEMENT** et le **Partenaire** pour la compilation, le transfert et la publication des données ne donneront lieu à aucune facturation.

Cependant, le **DEPARTEMENT** ne prend pas en charge au titre de la présente convention les améliorations nécessaires des systèmes d'information du **Partenaire** pour l'ouverture des données.

## **ARTICLE 9 : RESPONSABILITES**

### **9.1 Responsabilité du DEPARTEMENT**

**LE DEPARTEMENT** assume toute responsabilité quant au contenu du portail, et se réserve donc le droit de refuser ou de cesser de diffuser certaines données.

### **9.2. Responsabilité du Partenaire**

Le **PARTENAIRE** est responsable de tous dommages causés aux systèmes informatiques du **DEPARTEMENT** et liés au transfert des données à publier sur le portail, notamment par l'introduction d'un logiciel malveillant y compris à l'insu du **PARTENAIRE**.

Le **Partenaire** s'engage à contrôler la conformité juridique des données avant de les soumettre au **DEPARTEMENT** pour publication.

Dans le cas où la responsabilité du **DEPARTEMENT** serait recherchée, le **Partenaire** s'engage à intervenir dans la cause dès lors que le litige porte sur la réparation d'un préjudice pouvant résulter, directement ou indirectement, d'un fait qui lui est imputable en tout ou partie.

Le **DEPARTEMENT** pourra rechercher la responsabilité du **PARTENAIRE** dès lors qu'il aura été condamné à indemniser un tiers d'un préjudice lié aux données du **PARTENAIRE**, à moins que l'erreur

à l'origine du préjudice soit imputable au **DEPARTEMENT** ou aux outils qu'il a fournis au **PARTENAIRE**.

**LE DEPARTEMENT** et le **PARTENAIRE** s'informent mutuellement, dès qu'ils en ont connaissance, de toute réclamation ou procédure diligentée, ou susceptible d'être diligentée, à leur encontre relative à ces dommages, ou de nature à porter préjudice à l'une des parties. Ils s'accordent raisonnablement et se portent si nécessaire assistance dans leur défense contre de telles réclamations ou procédures.

## **ARTICLE 10 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

Chaque partie à la présente convention déclare être assurée pour des montants suffisants contre les risques relevant de sa responsabilité civile, ou déclare être son propre assureur en cas de dommages en relevant.

## **ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Si **LE DEPARTEMENT** et le **PARTENAIRE** envisagent d'élargir et de compléter leur partenariat par des actions plus précises et spécifiques, la présente convention pourra être modifiée par voie d'avenants successifs, dûment autorisés par les instances décisionnaires de chacune des deux parties.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

La résiliation de la présente convention, quel que soit son motif, a pour conséquence le maintien en l'état des données transmises par le **PARTENAIRE** sur le portail Open data du **DEPARTEMENT**.

### **12.1. Résiliation pour faute d'une des parties**

En cas de manquement aux obligations issues de la présente, la partie non fautive envoie, par courrier recommandé avec accusé de réception ou envoi recommandé électronique dans les conditions de l'article L. 100 du Code des postes et des communications électroniques, une lettre de mise en demeure précisant le ou les manquement(s) constaté(s) et exigeant de l'autre partie qu'elle y remédie dans un délai raisonnable fixé par écrit. Le délai imparti doit être apprécié en fonction de l'urgence de la situation, de la nature du manquement et des mesures correctives à mettre en place.

La partie saisie peut présenter des observations en réponse.

À l'expiration de ce délai, si la partie saisie ne s'est pas conformée à ses obligations, la convention pourra être résiliée.

### **12.2. Résiliation d'un commun accord**

Les Parties pourront d'un commun accord décider de mettre un terme à cette convention par courrier au **DEPARTEMENT** avec un préavis d'un mois.

### **12.3 Réalisation à date d'anniversaire**

Chacune des parties pourra décider de mettre un terme à cette convention à sa date anniversaire, avec un préavis d'un mois, par envoi de courrier, ou d'un courriel à l'autre Partie ou au Chef de projet référent de l'autre Partie.

## 12.4 Contentieux

A défaut d'accord amiable, tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

### **ARTICLE 13 : GLOSSAIRE**

**Données :** tous les éléments transférés ou déposés sur la plateforme par le **Partenaire**, protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle, quels qu'en soient la forme, la nature et le support.

**Donnée publique :** information produite ou reçue dans le cadre de leur mission de service public, par l'Etat, les collectivités territoriales ainsi que par les autres personnes de droit public ou les personnes de droit privé chargées d'une telle mission (cf. en ce sens l'article L. 300-2 du Code des relations entre le public et l'administration).

**Donnée brute :** donnée directement issue des systèmes informatiques des administrations, ou de leurs partenaires.

**Donnée ouverte :** donnée brute exploitable de manière automatique, mise à disposition dans des formats les plus ouverts possibles, couverte par une licence la plus ouverte possible.

**Donnée sur accès restreint :** donnée brute exploitable de manière automatique, mise à disposition dans des formats les plus ouverts possibles, couverte par une licence sur accès restreint qui couvre un cadre juridique ou des enjeux économiques et financiers spécifiques.

**Licence ouverte LO/OL :** Une licence qui promeut la réutilisation la plus large en autorisant la reproduction, la redistribution, l'adaptation et l'exploitation commerciale des données. Sous réserve de la mention de la paternité et de la date de la dernière mise à jour.

**Licence ODbL (Open Database Licence) :** cette licence permet à chacun d'exploiter publiquement, commercialement ou non, des bases de données, à condition de maintenir la licence sur la base de données et sur les modifications qui y sont apportées.

**Portail Open Data départemental :** site internet territorial visant à la publication des données ouvertes du **DEPARTEMENT** et de ses partenaires.

**Standard National :** un standard est un ensemble de recommandations développées et préconisées par un groupe représentatif d'utilisateurs pour faciliter la communication et simplifier les transferts de données. Au niveau national les deux acteurs pour la création de standards de données ouvertes sont Etalab et Open Data France.

**Standard Territorial :** La standardisation des données pour l'open data n'en est qu'à ses débuts. Le travail effectué par Open Data France dans le cadre du projet Open Data Locale et la création d'un Socle Commun des Données pose déjà la nécessité de créer des standards au niveau territorial. « *Le SCDL aide à la mise en œuvre d'un ensemble cohérent, interopérable et prioritaire de données produites au niveau local afin de constituer un gisement national de qualité.* »

**Standard de fait :** Format utilisé par l'acteur dominant d'un secteur, avec lesquels les autres acteurs font en sorte d'être compatibles.

**Socle Commun des Données Locales (SCDL) :** Le Socle Commun des Données Locales définit un jeu de données prioritaires, normalisées et communes à chaque collectivité. Dans un premier temps, les données relatives aux compétences générales et à celles des Communes sont proposées. Le but est de mettre en œuvre un ensemble cohérent, interopérable et prioritaire de données produites au niveau local afin de constituer un gisement national de qualité.

Fait à ..., le .....

En deux exemplaires originaux

Pour **LE DEPARTEMENT**,

Pour **le Partenaire**,

Le Président du Conseil départemental,

Michel PÉLIEU